

## DÉLIBÉRATION

N° CC/ST/122-2024

Remboursement des  
usagers conventionnés  
et non-raccordés à  
l'assainissement  
collectif à Saint-Ouen-  
de-Thouberville

### Délégués :

En exercice .....	68
Présents : .....	55
Pouvoirs : .....	05
Voix totales : .....	60
Ne prend pas part au vote .....	00
Suffrages exprimés : .....	60
Pour .....	60
Contre : .....	00
Abstention : .....	00
Non votants : .....	00

04/10/2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 30 septembre à dix-huit heures et trente minutes, les membres du conseil communautaire de la Communauté de communes Roumois Seine, légalement convoqués, se sont réunis au centre Gilbert MARTIN à GRAND BOURGTHEROULDE, sous la présidence de Sylvain BONENFANT. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux conseillers communautaires le mardi 24 septembre 2024.

### Étaient présents,

Richard APPERT, Béatrice AUBIN, Brigitte BARBETTE, Franck BERTIN, Jacques BINET, Sylvain BONENFANT, Yannick BOUDET, Franck BUCHER, Laurent DEBEERST, Jérôme DÉBUS, Didier DERLY, Christophe DESCHAMPS, Michel DEZELLUS, Aline DONNET MOUSSEUX, Jacques DORLÉANS représenté par Gérard BOITOUT, Gilbert DOUBET, Laurent DUCHATEAU, Maria DUFROY, Véronique DUMINY, Daniel DUVAL, Myriam FERLIN, Guylène FREVAL, Bruno GERMAIN, Joël GRAINVILLE, Franck HAUDRECHY, Véronique HERVIEUX, Bernadette LETHIMONNIER, Dominique LEVASSEUR représenté par Thierry LEPLANOIS, Nelly MARINIER, Céline MAROUARD, Arnaud MAUPOINT, José MAURICE, Sandrine MENNITI, Damien MERCIER, Alain MICHALOT, William MIGNOT, Olivier MORIN, Charly NOEL représenté par Chrysis DORANGE, Michaël ONO-DIT-BIOT, Bertrand PECOT, Mélanie PETIT, Erick POISSON, Françoise PRUNIER, Régine SENINCK, Josette SIMON, Bruno SIX, Anne STAB, David TAURIN, Joël TEMPERTON, Damien THIEBAULT, Martine TIHY, Christine VAN DUFFEL, Philippe VANHEULE, Maryannick VERDURE, Alain VIVIEN.

### Pouvoirs :

Christine HOUEL donne pouvoir à Bertrand PECOT, Annick LE MOIGNE donne pouvoir à Jérôme DEBUS, Virginie LUST donne pouvoir à William MIGNOT, Gwendoline PRESLES donne pouvoir à Brigitte BARBETTE, Mélanie RIOULT donne pouvoir à Aline DONNET-MOUSSEUX.

### Absents/excusés :

Jean AUBOURG, Cédric BROUT, Frédéric CARDON, Jean-Pierre DENIS, Claude GENCE, Denis PIEDNOEL, Patrice ROMAIN, Philippe ROMAIN.

### Exposé des motifs valant note explicative de synthèse au sens de l'article L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales :

M. le Président rappelle qu'une opération sous maîtrise d'ouvrage publique a été mise en œuvre à Saint-Ouen-de-Thouberville pour les travaux de raccordement en domaine privé, sous l'égide de conventions entre les usagers et la commune de Saint-Ouen-de-Thouberville pour la réalisation des branchements en partie privative.

Dans le cadre de ces conventions, un acompte de 40% a été perçu, auprès des usagers, avant le démarrage des travaux en domaine privé.

Toutefois, l'évolution du programme de travaux en domaine public et les difficultés techniques associées n'ont pas permis d'effectuer le raccordement de onze usagers conventionnés, pour les adresses suivantes :

- [REDACTED] 27310 Saint Ouen de Thouberville  
acompte perçu : 225,80 €
- [REDACTED] 27310 Saint Ouen de Thouberville  
acompte perçu : 418,89 €
- [REDACTED] 27310 Saint Ouen de Thouberville  
acompte perçu : 296,98 €
- [REDACTED] 27310 Saint Ouen de Thouberville  
acompte perçu : 495,66 €

- [REDACTED] 27310 Saint Ouen de Thouberville	acompte perçu : 387,82 €
- [REDACTED] 27310 Saint Ouen de Thouberville	acompte perçu : 904,00 €
- [REDACTED] 27310 Saint Ouen de Thouberville	acompte perçu : 439,08 €
- [REDACTED] 27310 Saint Ouen de Thouberville	acompte perçu : 253,21 €
- [REDACTED] 27310 Saint Ouen de Thouberville	acompte perçu : 455,48 €
- [REDACTED] 27310 Saint Ouen de Thouberville	acompte perçu : 270,34 €
- [REDACTED] 27310 Saint Ouen de Thouberville	acompte perçu : 901,19 €

Il convient donc de rembourser les usagers ayant effectué le versement de l'avance (ou leurs ayants droits) et pour lesquels aucun raccordement sous maîtrise d'ouvrage publique n'a été entrepris.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'arrêté interpréfectoral DRCL/BCLI/2016-88 du 16 septembre 2016 portant création de la Communauté de communes Roumois Seine, modifié ;

**Vu** l'arrêté interpréfectoral N° DCL/BCLI/2021-24 du 24 juin 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes Roumois Seine ;

**Vu** la délibération N° CC/DG/147-2023 du 27 novembre 2023, portant élection du président de la Communauté de communes Roumois Seine ;

**Vu** les conventions relatives à la réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif (partie privative), ci-annexées ;

**Vu** le passage en commission assainissement et déchets en date du 25/09/2024 ;

**Considérant** la nécessité technique de modifier le programme de travaux de branchements en partie privative ;

**Considérant** que cette situation a entraîné le versement d'un indu par les usagers à la collectivité et qu'il convient d'y remédier ;

**Le Conseil communautaire**, après en avoir délibéré,

Par 60 voix POUR,

➤ **APPROUVE** ce principe de remboursement,

➤ **AUTORISE** le Président à rembourser les usagers selon les montants susmentionnés.

**Laurent DUCHATEAU**

*Secrétaire de séance*



**Sylvain BONENFANT**

*Président,*



04/10/2024

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet :

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA) ;

- ou d'un recours gracieux et/ou demande préalable auprès des services de la Communauté de Communes Roumois Seine. Ce recours gracieux et/ou demande préalable donnera lieu à un examen par les services de la Communauté de Communes Roumois Seine. L'interlocuteur sera Monsieur le Directeur des Affaires Juridiques de la Communauté de communes Roumois Seine, 666 rue Adolphe Coquelin, 27310 Bourg-Achard

Si le recours gracieux ou la demande préalable donne lieu à une décision explicite avant l'expiration d'un délai de deux mois, ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Ce recours pourra être assorti le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA).

Si le recours gracieux ou la demande préalable ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente, et ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du CJA).

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du CJA, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif de Rouen.